



**ANSWERS TO APPLICANTS QUESTIONS  
RECEIVED DURING PERIOD**

**7 SEPTEMBER- 11 OCTOBER 2020**

**Call for proposals on  
Resilient cities: towards inclusive and sustainable urban development  
(1<sup>st</sup> round)**

**REPONSES AUX QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES  
RECUES PENDANT LA PERIODE**

**DU 7 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE 2020**

**Appel à propositions sur  
Villes résilientes : pour un développement urbain inclusif et durable  
(1<sup>er</sup> tour)**

**BEL1707111-AP-05**

Contracting authority: Enabel, the Belgian development agency  
Autorité contractante : Enabel, l'agence belge de développement

**[wehubit@enabel.be](mailto:wehubit@enabel.be)**

**[www.wehubit.be](http://www.wehubit.be)**



Pour le français, voir page 3

In accordance with the guidelines of **this call for proposals on 'Resilient cities: towards inclusive and sustainable urban development'** (point 2.2.3):

- Applicants may send their questions by e-mail to [wehubit@enabel.be](mailto:wehubit@enabel.be), at the latest 21 days before the applications submission deadline (see table). The Wehubit Programme will not be obliged to provide clarification on questions received after this date.
- Questions will be answered at the latest 11 days before the applications submission deadline. As such, regular consultation of this website is recommended in order to be informed of the questions and answers published. If possible, we will update this file weekly. Questions and answers will only be published in the language in which they were received. In order to ensure privacy, organisations names are kept anonymous (replaced by XXX).

We remind you [the Wehubit website](#) where:

- you can download 2 useful documents ([Guidelines](#) and [Introductory Note](#))
- the [FAQ section](#) can be helpful for all questions (how to apply, eligibility, supporting documents and budget). Please read this section carefully !

<b>Calendar (Round 1)</b>	<b>Date</b>	<b>Hour (Brussels time)</b>
<b>Deadline for submitting questions</b>	October 2, 2020	17:00
<b>Deadline date for responding to questions</b>	October 11, 2020	17:00
<b>Deadline for submitting Grant application concept notes</b>	October 22, 2020	13:00



Conformément aux lignes directrices de cet **appel à propositions sur 'Villes résilientes : pour un développement urbain inclusif et durable'** (point 2.2.3) :

- les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique à [wehubit@enabel.be](mailto:wehubit@enabel.be), au plus tard 21 jours avant la date limite de soumission des demandes de subside (voir tableau). Le Programme Wehubit n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements sur des questions reçues après cette date.
- Il y sera répondu au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des demandes. Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet afin d'être tenu informé des questions et réponses publiées. Dans la mesure du possible, nous mettrons ce document à jour chaque semaine. Les questions et réponses ne seront publiées que dans la langue dans laquelle elles ont été reçues. Dans un souci de confidentialité, les noms des organisations ne sont pas mentionnés (remplacés par XXX).

Nous vous rappelons aussi de bien consulter [le site web de Wehubit](#)

- pour télécharger les 2 documents utiles ([Lignes directrices](#) et [Note introductive](#))
- pour les réponses aux questions (comment postuler, éligibilité, documents justificatifs et budget) de la [section FAQ](#). Veuillez les lire attentivement !

<b>Calendrier (1<sup>er</sup> tour)</b>	<b>Date</b>	<b>Heure (de Bruxelles)</b>
<b>Date limite envoi des questions</b>	2 octobre 2020	17:00
<b>Date limite réponses aux questions</b>	11 octobre 2020	17:00
<b>Date limite soumission des notes conceptuelles de demandes subside</b>	22 octobre 2020	13:00



## ANSWERS TO QUESTIONS RECEIVED BETWEEN 7 – 18 SEPTEMBER 2020

### Question 1

XX est une association de solidarité internationale... N'ayant pas encore géré de subsides, même si nous sommes dans l'attente d'une subvention de xx € pour un projet d'accès à l'eau potable, nous aimerions savoir si nous pouvons être éligible comme primo accédant au subside de l'appel à projet "Villes résilientes : pour un développement urbain inclusif et durable" ?

**Réponse:**

Nous vous renvoyons [aux lignes directrices](#), chapitre 2.1.1 Éligibilité des demandeurs (et codemandeur(s)) des lignes directrices relatives à l'Appel à propositions. Pour pouvoir prétendre à des subsides, le demandeur doit satisfaire à différentes conditions dont celle d'avoir déjà géré un subside (constitué de fonds publics) équivalent à 40% du montant demandé. Une attestation de bonne fin signée par le bailleur est requise et en constituera la preuve.

### Question 2

My organization, AAA is currently participating in a 30-month project in XXX as co-applicant alongside BBB (lead). The project is about to be launched very soon and falls under the same call for proposals stated in the subject (Wehubit). Both organizations are part of the CCC, together with DDD and some other affiliates. For this year's Wehubit call for proposals, AAA is assessing the possibility of applying as lead alongside DDD (co-applicant) to implement a 2-year project in Palestine. Since AAA is currently involved as co-applicant in the aforementioned project in XXX under the same call, we wonder if we would be eligible to apply for this year's call for proposals for a project in Palestine?

**Answer :**

There is no limitation to apply for an organisation having already signed a grant agreement with the Wehubit programme and/or currently being implementing a project under the programme.

### Question 3

I am writing to enquire about eligibility of applicants for Resilient cities call of proposal and I have two questions :

1 : Can local authorities (Municipalities) apply for this call ?

2 : What do you mean by legal person ; does it mean that individuals can apply to this call as applicants or co-applicants ?

**Answer:**

1. Yes, local authorities are encouraged to apply if they meet the eligibility criteria.
2. By legal person we mean legal entity. An individual is not eligible.



## ANSWERS TO QUESTIONS RECEIVED BETWEEN 19 – 25 SEPTEMBER 2020

### Question 4

Je voudrais vous demander si les Organisations à But non Lucratif burundaises sont autorisées à soumettre des propositions dans le cadre de l'appel à proposition «Villes résilientes : pour un développement urbain inclusif et durable ».

**Réponse :**

Les critères d'éligibilité des demandeurs sont indiqués au chapitre 2.1.1 [des lignes directrices](#) de l'appel à propositions. Une organisation à but lucratif burundaise est autorisée à soumettre une proposition si celle-ci répond aux critères listés dans les lignes directrices.

### Question 5

Bonjour, SVP, je voudrais avoir plus de détails sur certains points de votre appel a proposition : " Villes résilientes : pour un développement urbain inclusif et durable" Reference : BEL1707111-AP-05.

1. En effet, que signifie solutions D4D innovantes, ceci se trouve en page 3 à propos du contexte ?
2. Aussi, pourrait-on avoir des éclaircissements détaillés sur le thème : "Assurance d'une approche basée sur les droits humains". Merci de la suite qui sera réservée à la présente requête

**Réponse:**

1. Le terme D4D vient de l'expression anglophone « Digital for Development ». La traduction en français est donc « Le numérique pour le développement ». La note stratégique D4D de la coopération belge donne un bon aperçu du concept du D4D :  
[https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/note\\_strategique\\_d4d.pdf](https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/note_strategique_d4d.pdf)
2. Il s'agit de l'Approche basée sur le Droits Humains (HRBA : Human Rights Based Approach en anglais). Vous trouverez une quantité importante d'information à ce sujet sur l'Internet. Voici 2 sites de références :

a. [https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/online-170621-eidhr-rba-toolbox-en-a5-lc\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/online-170621-eidhr-rba-toolbox-en-a5-lc_en.pdf)

b. <https://unsdg.un.org/fr/2030-agenda/universal-values/human-rights-based-approach>

### Question 6

Je suis un entrepreneur et je désire savoir si des projets numériques à caractère entrepreneuriaux sont soutenu par votre organisation.?

**Réponse:**

Merci de bien vouloir vous référer [aux lignes directrices de l'appel](#) afin de vérifier votre éligibilité. Le soumissionnaires devra prouver sa nature juridique « sans but lucratif » pour être éligible.



## Question 7

Nous souhaitons déposer un projet dans le cadre de l'appel à propositions Wehubit. Nous n'avons pas de comptes certifiés par un organisme indépendant car nous ne gérons pas des budgets très élevés mais nous disposons bien de comptes approuvés par l'AG.

**Réponse:**

Merci de bien vouloir vous référer [aux lignes directrices de l'appel](#) afin de vérifier votre éligibilité. Disposer de comptes certifiés est un critère d'éligibilité sous cet appel.

## ANSWERS TO QUESTIONS RECEIVED BETWEEN 26 SEPTEMBER – 2 OCTOBER

## Question 8

Question about the grant. Does wehubit can provide any matchmaking on NGO organizations that focus on digitization? We are a tech for social good companies that develop a solution to the problem listed on the grant, however, finding a partner is a huge challenge in the country listed.

**Answer :**

Please refer to the [guidelines of the call](#). You will need to proof that your company is “non-profit”.

## Question 9

Je me permets de vous écrire car j'ai une question concernant l'appel à projet nommée « Villes résilientes : pour un développement urbain inclusif et durable ».

**Au point 2.1.1 :** *Eligibilité des demandeurs « votre organisation (ou l'un des codemandeurs) doit être établie ou représentée dans le pays où l'action sera mise en œuvre. Pour nous, cela signifie que vous êtes enregistré auprès des autorités de ce pays, que vous employez du personnel local et que vous réalisez directement des activités dans le pays ».*

Notre ONG XX basée à XX a des représentations nationales situées en Afrique comme au Mali par exemple. Cette représentation est bien signalée auprès des autorités locales, emploi du personnel local et réalise des activités directement dans le pays. Cependant, cette représentation n'a pas de document malien officiel de création. Elle dépend de l'entité française et donc de ses documents officiels.

La représentation nationale au Mali de Santé Sud est-elle éligible pour une demande financement ?

**Réponse :**

Le fait d'employer du personnel local, et d'y avoir des activités signalées auprès des autorités nationales vous rend éligible. Merci de bien vouloir joindre les documents permettant de prouver ces faits, notamment le fait que votre représentation soit bien signalée auprès des autorités nationales.



## Question 10

We are in the process of developing concept not for the above mentioned call for proposal, we appreciate your clarification if we should identify specifically the towns that we will work in? We are aiming to work in Gaza Strip – Palestine. Can we identify the two cities in the beginning of the project or we should do that before submitting the concept note.

**Answer :**

It is up to the (co-)applicants the level of information they will provide, taking into consideration the limits in the number of words.

## Question 11

XX here writing from Nairobi, Kenya. do you take in proposals from Kenyan Innovators?

**Answer :**

Please refer to the Call for proposal [guidelines](#) (chapter 2.1.2) in order to check the partner countries of the Belgian Development Cooperation involved. Unfortunately, Kenya is not on the list with the 14 countries of the Belgian bilateral development cooperation.

## Question 12

Our Tanzanian team is considering handing in a concept note for the CFP “resilient cities”. We are working with a social enterprise on a digital labour market insertion tool and would like to apply with them as a co-applicant (we would have the lead as a NGO). However, as their digital platform needs to be self-sustaining in the long run for sustainability purposes, they are a for-profit enterprise, which, according to the guidelines, makes them not eligible to be co-applicants. On the other side, the call, and rightly so, has a strong focus on sustainable financing mechanisms for sustainability of the proposed digital solution. Working merely with not-for-profit partners and public actors, who certainly are very important, but who often also face serious financing issues of their programmes, does not seem to serve that sustainability purpose. Is the only way to apply with a for-profit social enterprise to have them as associates or then as a contracting-beneficiary (keeping in mind the Public procurement principles)?

**Answer :**

Your conclusion is correct.

## Question 13

About this question: “Does your organization has an accreditation from the Belgian development cooperation (), or are you a local partner of an organisation with this accreditation?” Does applicant should be has an accreditation the Belgian development cooperation or has a local partner of an organisation with this accreditation to participate in the grant?



**Answer:**

No, this is not a condition for applying and has no impact on the assessment done. We have the legal obligation to inform the Belgian Ministry of development cooperation if an accredited organisation is presenting a proposal. Therefore we are asking for the information.

## Question 14

Kindly find attached 6 questions from XX in Uganda on the Call for Proposals on "Resilient Cities: towards inclusive and sustainable urban development"

1. What legal certificates will public entities present. Public entities such as the district local government are created by Acts of Parliament or Presidential decrees.
2. What kind of audit report is expected from a public entity. Local governments are audited by the Audit Generals office to write end of year audit reports
3. What is a General Assembly in as far as a public legal entity is concerned. Is it equivalent of the District Council comprised of elected councilors?
4. What is a Board of Directors/Management Committee of a public entity? Is it the equivalent of the District Executive Committee comprised of elected political leaders or the District Council
5. In the case of experience, the district local government receives funding in form of grants from the Central Government and development partners. There are no close out letters given by the central government or donors for successful completion. Can the end of year audit reports be the equivalent of close out letters??
6. 1.3.1 Capacity to manage and execute projects: how do you calculate turn over, net profit, balance sheet, equity capital, medium and long term debt and short term debt in the case of a public entity?

**Answers**

1. Please send a copy of the Acts or Decrees.
2. Please refer [to the guidelines](#). Public entities do not need to send audited accounts.
3. Yes. We want to understand the governance of the organisation.
4. Yes. We want to understand the governance of the organisation.
5. Yes if it clearly mentions the grants successfully managed.
6. Does not apply to a public entity.





## ANSWERS TO QUESTIONS RECEIVED BETWEEN 3 AND 11 OCTOBER

### Question 15

I just want to check whether we should apply... we have a project that supports the net-zero-carbon movement. The innovation will be tech driven and used by businesses who create the most emissions. Is this in line with your program or is it not compatible?

#### Answer

Please refer to [the introductory note](#). This note describes in detail the topic of this call. To check whether your project is aligned with the other guiding principles of the Wehubit program, please refer to the [policy & guiding principles](#) page on our website.

### Question 16

We would like to submit an application but seeking some clarification on the following scope. We are a Kenyan organisation that is working on a couple sustainable development projects, thus can we submit our proposal though our country is not featured below.

#### Countries

The actions must be implemented in one of the 14 countries of the Belgian bilateral development cooperation: Benin, Burkina Faso, Burundi, the Democratic Republic of Congo, Guinea, Mali, Morocco, Mozambique, Niger, Palestine, Rwanda, Senegal, Tanzania, Uganda.

#### Answer

Please refer to [the guidelines](#): the action must be implemented in one of the 14 countries of the Belgian bilateral development cooperation. Kenya is not part of the list, so if the project will be implemented in Kenya, the application is ineligible. If the project will be implemented abroad, in one of the 14 listed partner countries, a proof that you are locally established in that country must be added in the application form. This means that the applicant or the co-applicant needs to prove that you have an office in the country where the action will be implemented. To prove this, you need to provide a local registration document.

### Question 17

Je suis xx ayant récemment rejoint l'Unité Gouvernance du xx Sénégal (de manière virtuelle COVID-19 oblige) sur des questions de gouvernance notamment, mais aussi de transformation digitale, développement urbain et entrepreneuriat. J'ai récemment eu connaissance de l'appel d'offres Digital for Development - D4D, très pertinents pour certains projets en cours dans l'unité, et me demandais si xx Sénégal serait un candidat éligible pour candidater ?

#### Answer

Les critères d'éligibilité des demandeurs sont indiqués au chapitre 2.1.1 [des lignes directrices](#) de l'appel à propositions. Ils s'appliquent également aux agences des Nations unies. Si l'agence répond aux critères d'éligibilité et fournit les documents nécessaires, l'organisation sera considérée comme éligible.



**WEHUBIT**

## **Question 18**

I have a question related to the Call for Proposals "Resilient cities: towards inclusive and sustainable urban development", regarding the eligibility of applicants. From the 'Guidelines' document, I understand that the (main) applicant is allowed to be a Belgian organization (public or private non-profit), as long as there is at least one co-applicant established in the country where the action is implemented, and which should of course be one of the 14 countries of the Belgian bilateral development cooperation. Is this a correct interpretation? Thanks for any information you can provide on this.

### **Answer**

This is a correct interpretation.